



Enviroflash

O ♦ N ♦ T ♦ A ♦ R ♦ I ♦ O

AU SOMMAIRE

PAGES 2 et 3

- Subvention pour la collecte et le recyclage des CFC
- L'industrie de la construction adopte le code de bonne pratique des 3 « R »
- Réglementation des effluents de l'industrie des pâtes et papiers

PAGES 4 et 5

- Subvention de 322 000 \$ pour un programme de recyclage dans les écoles
- Un tronçon de plus pour le couloir de verdure riverain
- Subventions pour réduire la quantité de déchets à enfouir
- Subvention de 258 millions de dollars pour l'aménagement d'installations d'eau et d'égout
- Un coup de pouce pour le programme de la boîte bleue de Sudbury
- L'assainissement du ruisseau Turkey

PAGES 6 et 7

- Publication du rapport de 1991 sur la qualité de l'air
- Nouvelle technique de décontamination des sols
- Les effluents de l'usine Uniroyal contiennent des dioxines
- Nouvelles directives en matière d'aménagement du territoire



DIMINUTION DU NOMBRE DE DÉVERSEMENTS EN 1991

LE 8 DÉCEMBRE 1992

Le nombre de déversements a diminué pour la première fois depuis la création du Centre d'intervention en cas de déversement, en 1985.

D'après un rapport du ministère de l'Environnement, 5 251 déversements ont été signalés au Centre d'intervention en 1991, soit une baisse de 8 p. 100 par rapport à 1990. Les dernières données annoncent une autre baisse de 6 p. 100 pour l'année 1992.

Bilan

Les déversements d'hydrocarbures ont compté pour 54 p. 100 de tous les déversements signalés, contre 18 p. 100 pour les substances chimiques, 17 p. 100 pour les eaux usées et 9 p. 100 pour les substances gazeuses.

Environ 14 p. 100 des déversements ont perturbé l'environnement. Deux tiers d'entre eux ont contaminé des sols, et le reste des eaux de surface. Quinze déversements auraient pu nuire à la santé et à la sécurité publique.

Quarante-sept pour cent des lieux contaminés ont été complètement remis en état, tandis que 17 p. 100 d'entre eux ne l'ont été que partiellement. Pour le reste, les déversements se sont produits dans l'atmosphère ou dans l'eau, milieux plus difficiles à assainir.

Environ 30 p. 100 des déversements se sont répandus, en totalité ou en partie, dans des lacs ou des cours d'eau. Parmi ceux-là, 288 déversements d'hydrocarbures ou de produits chimiques ont pollué le réseau des Grands Lacs, dont 103 dans le lac Ontario, 64 dans la rivière Sainte-Claire, 54 dans le fleuve

Saint-Laurent, 16 dans le lac Érié, 14 dans le lac Supérieur et 13 dans le lac Huron. Les autres déversements ont eu lieu dans la rivière Détroit, la rivière St. Mary's, la baie Georgienne et la rivière Niagara.



**RÉDUCTION
DES DÉCHETS**

Véhicules automobiles

Plus du quart des déversements sont imputables à des véhicules automobiles. Le secteur industriel (produits chimiques, métallurgie, pâtes et papiers et pétrole) est

responsable de près du quart des déversements, et les entreprises du secteur public du cinquième.

Lutte antipollution

Les rapports du Centre d'intervention aident le Ministère et divers autres organismes, dont Environnement Canada et la Commission mixte internationale sur la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, à planifier leurs interventions.

C'est à partir de ces données que le Ministère élabore les programmes antipollution, dont la Stratégie provinciale de prévention des déversements, selon laquelle les récidivistes doivent soumettre au gouvernement des plans de prévention et d'intervention d'urgence et parfaire leurs modèles de gestion. Une trentaine d'entreprises participent déjà au programme, et douze d'entre elles ont terminé leur plan de travail. On peut se procurer des exemplaires du rapport (Spills Action Centre

Suite à la page 2

UN NOUVEAU MINISTRE CHEVRONNÉ

LE 3 FÉVRIER 1993

MC.J. (Bud) Wildman vient d'être investi de sa troisième fonction ministérielle, cette fois-ci en tant que ministre de l'Environnement et de l'Énergie. Il a préalablement été ministre des Richesses naturelles et ministre délégué aux Affaires autochtones. Il conserve ce dernier portefeuille.

M. Wildman est député d'Algoma depuis 1975. Il a déjà présidé le caucus du Nouveau Parti Démocratique et siégé à plusieurs comités du Conseil des ministres.

Il est aussi membre de la Table ronde de l'Ontario sur l'environnement et l'économie et coprésident de la Table ronde de

l'Ontario sur la Constitution.

Diplômé de l'Université Carleton, M. Wildman a obtenu son baccalauréat en histoire et en sciences politiques en 1967. Lui et son épouse, Anne Wildman, habitent à Echo Bay, à l'est de Sault Ste. Marie. Ils ont quatre enfants.



Copyright Provisions and Restrictions on Copying:

This Ontario Ministry of the Environment work is protected by Crown copyright (unless otherwise indicated), which is held by the Queen's Printer for Ontario. It may be reproduced for non-commercial purposes if credit is given and Crown copyright is acknowledged.

It may not be reproduced, in all or in part, for any commercial purpose except under a licence from the Queen's Printer for Ontario.

For information on reproducing Government of Ontario works, please contact ServiceOntario Publications at copyright@ontario.ca

CODE DE BONNE PRATIQUE DES 3 « R » DE L'INDUSTRIE ONTARIENNE DE LA CONSTRUCTION

LE 13 JANVIER 1993

Des représentants du secteur industriel et la ministre de l'Environnement ont annoncé le lancement d'un code de bonne pratique des 3 « R » élaboré par l'industrie ontarienne de la construction. Le code fera la promotion de la réduction, de la réutilisation et du recyclage des matériaux de construction dans la province.

Des représentants de l'association des entrepreneurs en construction de l'Ontario ont travaillé conjointement avec des employés du Bureau de la réduction des déchets à l'élaboration de principes épousant la philosophie des 3 « R ».

Le code de bonne pratique vise à réduire la quantité de décombres dans les lieux d'enfouissement. Le code sera observé par les 3 800 entreprises membres de l'association des entrepreneurs en construction résidentielle de l'Ontario.

La particularité de ce code de bonne pratique des 3 R » est qu'il vient de l'industrie », a déclaré M. Stephen Kaiser, vice-président de l'association.

L'industrie de la construction de l'Ontario a adopté un code de bonne pratique des 3 « R » pour la gestion des déchets, soit la RÉDUCTION, la RÉUTILISATION et le RECYCLAGE. Ce code fournira aux entreprises un moyen de mesurer leurs progrès par rapport à l'ensemble de ce secteur d'activité. La volonté de l'industrie de s'engager dans la voie du développement durable est manifeste. Elle reconnaît le besoin de concilier protection de l'environnement et essor économique. Le code souligne que l'industrie ontarienne de la construction s'est engagée à gérer de façon responsable les déchets qu'elle produit et les ressources qu'elle utilise. Le code ne cherche pas à imposer à l'industrie de la construction des normes pour la gestion des déchets.

L'industrie ontarienne de la construction mettra de l'avant des stratégies visant à réduire la quantité des déchets normalement acheminés vers les lieux d'enfouissement. Cette initiative va au-delà de la lettre et de l'esprit de la loi; elle engage les entreprises à recourir à des techniques de gestion supérieures.

Les membres de l'industrie sont encouragés à adopter les principes et les initiatives que voici, tout en tenant compte des contraintes auxquelles chaque entreprise doit faire face :



**RÉDUCTION
DES DÉCHETS**

RÉDUCTION

- promouvoir l'engagement de l'industrie ontarienne de la construction en matière de réduction des déchets;
- inclure les 3 « R » de la

gestion des déchets dans la planification de tout projet;

- envisager de nouvelles techniques et de nouveaux concepts de construction pour réduire la production de déchets;
- cerner les facteurs qui contribuent à la surproduction de déchets;
- envisager l'adoption de politiques d'achat visant à réduire la quantité d'emballage et de déchets;
- n'acheter que les matériaux de construction nécessaires aux travaux envisagés; et
- manipuler et entreposer les matériaux de construction de façon à ne pas les endommager.

RÉUTILISATION

- si possible, réutiliser les matériaux de construction sur les lieux;
- trier les matériaux de construction en vue de les réutiliser;
- si possible, récupérer les matériaux de construction réutilisables pendant la démolition d'un bâtiment; et
- former des réseaux de commercialisation de ces matériaux dans la région.

RECYCLAGE

- chercher de nouveaux moyens de recycler les matériaux de construction;
- trier les matériaux sur les lieux en vue de les recycler;
- utiliser des matériaux faits à partir de produits recyclés et recyclables;

- participer aux programmes privés ou gouvernementaux de récupération des déblais;
- s'informer au sujet des entreprises de recyclage de la région et des nouvelles technologies; et
- former des réseaux de commercialisation des matériaux de construction recyclables dans la région.

CE CODE A ÉTÉ ADOPTÉ PAR LES ORGANISMES SUIVANTS :

Association canadienne de normalisation
Association de la construction d'Ottawa
Association des entrepreneurs en mécanique de l'Ontario
Council of Ontario Construction Association

Association des entrepreneurs en électricité de l'Ontario
Grand Valley Construction Association
Greater Toronto Home Builders' Association
Heavy Construction Association of Toronto
Independent Contractors Group
London & District Construction Association
Metro Toronto Demolition Contractors Association
Niagara Construction Association
Ontario General Contractors Association
Ontario Hot Mix Producers Association
Ontario Home Buildings' Association
Ontario Industrial Roofing Contractors Association
Ontario Painting Contractors Association
Ontario Sewer & Watermain Contractors Association
Provincial Building & Construction Trades of Ontario
Sarnia Construction Association
Sudbury Construction Association
Toronto Construction Association
Utility Contractors Association of Ontario, avec l'appui du Bureau de la réduction des déchets du ministère de l'Environnement.

SUBVENTION POUR LA COLLECTE ET LE RECYCLAGE DES CFC

LE 6 NOVEMBRE 1992

Environnement Ontario a accordé une subvention de 894 066 \$ pour la mise sur pied d'un nouveau programme de collecte, de purification et de recyclage des CFC. L'annonce a été faite au cours du congrès annuel sur le transfert des technologies organisé par le Ministère.

La subvention, qui s'inscrit dans le cadre du Programme de mise au point de technologies de dépollution, va permettre le financement au cours des trois prochaines années d'un système de récupération des CFC (Halozone Blue Bottle Project) destiné à capter les chlorofluorocarbures qui appauvrissent la couche d'ozone. Selon le Protocole de Montréal, établi en 1987 par les Nations-Unies, les rejets de CFC dans l'environnement devront cesser d'ici 1995, et leur production devra cesser d'ici 1997.

Les dates limites fixées par les Nations-Unies signifient qu'à compter de 1995, les CFC devront être captés et l'équipement remplacé par des

appareils ne contenant aucun CFC. En 1997, il restera encore des millions de climatiseurs, d'appareils de réfrigération et d'unités de refroidissement privés ou commerciaux qui utilisent des CFC à l'état pur.

suite de la page 1

Summary Report of 1991 Spills — PIBS 2186) en s'adressant au Centre d'information du ministère de l'Environnement et de l'Énergie, (416) 323-4321 ou 1-800-565-4923.

RÉGLEMENTATION DES EFFLUENTS DE L'INDUSTRIE DES PÂTES ET PAPIERS

LE 2 FÉVRIER 1993

Le ministère de l'Environnement a rendu public un ensemble de règlements rigoureux visant toute une gamme de substances polluantes, dont les organochlorés, rejetées par les 26 usines de pâtes et papiers de l'Ontario. On s'attend à ce que la nouvelle réglementation entraîne une réduction considérable des substances qui menacent la santé et l'environnement. L'Ontario se donne jusqu'à l'an 2002 pour réduire à zéro les rejets d'organochlorés.

Nous avons le devoir de protéger la santé, a déclaré la ministre, M^{me} Ruth Grier. Trente millions de personnes, dont 6 millions d'Ontariens, puisent leur eau potable dans les Grands Lacs. Ceux-ci ont atteint leur seuil de toxicité.

Plus de 90 p. 100 des organochlorés qu'on trouve dans les Grands Lacs et les autres cours d'eau de l'Ontario sont rejetés par les usines de pâtes et papiers. Les organochlorés regroupent toute une gamme de polluants chlorés, dont certains sont cancérogènes.

L'écosystème des Grands Lacs, notre santé et la prospérité de l'Ontario sont en jeu, a affirmé M^{me} Grier. Nous devons agir dès maintenant, et avec résolution. La nouvelle réglementation vise loin, mais est tout à fait réaliste. L'élimination des organochlorés se fera progressivement. Nous avons fixé des délais réalistes, pour que l'industrie puisse planifier ses investissements.

Dans son rapport de 1992 sur l'état des Grands Lacs, la Commission mixte internationale a mis les organochlorés au rang des substances qui constituent un danger pour l'environnement et l'être humain, et dont la présence ne peut être tolérée davantage dans l'écosystème, qu'il y ait ou non consensus sur l'existence de preuves scientifiques irréfutables de dommages à court ou à long terme.

La prévention de la pollution a servi de fondement à la réglementation, a dit M^{me} Grier. Elle nous rapproche de l'objectif du rejet nul visé par l'Accord canado-américain sur la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, dont l'Ontario est l'un des signataires. Elle s'inscrit aussi dans le cadre du programme binational sur le lac Supérieur, dont l'objet est de protéger l'intégrité du plus grand lac du Canada. Enfin, la réglementation fera beaucoup pour atteindre les objectifs du Plan d'assainissement concernant les huit régions.

ontariennes particulièrement touchées par la pollution causée par les usines de pâtes et papiers.

Selon la ministre, l'industrie des pâtes et papiers devra aussi planifier l'élimination des rejets de chlore. D'ici l'an 2000, nous aurons réussi à éliminer totalement les rejets de bon nombre de substances toxiques. Dans trois ans, certains polluants seront presque éliminés.

Le ministre des Richesses naturelles, M. Bud Wildman, s'est dit conscient du défi que représente la nouvelle réglementation pour l'industrie forestière de la province. Nous allons examiner ensemble divers moyens techniques de réduire les rejets polluants, a-t-il dit. Nous visons un même objectif, celui d'un environnement durable. Nous trouverons ensemble le moyen d'atteindre cet objectif, et de protéger notre industrie, nos ressources et nos communautés.

Les limites établies pour chacune des substances susmentionnées devront être observées par les quatre catégories d'usines de pâtes et papiers (pâte kraft, pâte au bisulfite et pâte mécanique, pâte à carton ondulé et usines de désencrage et de fabrication de carton, de papier fin et de papier ménager). Les réductions proposées sont considérables par rapport aux règlements de 1990. En voici quelques exemples :

- chloroforme : réduction de 96 p. 100;
- phénol : réduction de 88 p. 100;
- demande biochimique en oxygène : réduction de 84 p. 100;
- toluène : réduction de 83 p. 100.

Le gouvernement sait que l'industrie doit repenser ses activités pour amorcer le virage écologique, a déclaré M^{me} Grier. Ce n'est certes pas une transition facile, mais l'industrie pourra compter sur notre aide. Nous nous engageons à augmenter les

subsidés pour la mise au point de technologies et de procédés novateurs, a-t-elle ajouté.

La réglementation impose des taux de D.B.O. (demande biochimique en oxygène) à respecter et restreint le rejet des substances suivantes : les organochlorés, les matières totales en suspension, le phosphore total, le toluène, le phénol, la tétrachloro-2,3,7,8 dibenzoparadioxine et le tétrachloro-2,3,7,8 dibenzofuranne. Ces nouvelles limites devront être observées d'ici 1995. En outre, les effluents des usines de pâtes et papiers devront satisfaire à des normes de toxicité rigoureuses : les eaux usées ne devront pas menacer la vie des poissons.

Les usines auront jusqu'au 31 décembre 1995 pour réduire à 1,5 kilogramme par tonne de pâte à papier la quantité limite de composés organochlorés, et jusqu'au 31 décembre 1999 pour la réduire à 0,8 kilogramme par tonne. En outre, les usines de papier kraft devront indiquer au gouvernement comment elles comptent éliminer la totalité des AOX* d'ici l'an 2002. Voici le calendrier d'exécution des plans :

- date limite pour la remise des plans initiaux : six mois après l'adoption des règlements;
 - date limite pour la remise des plans provisoires : 31 décembre 1995;
 - date limite pour la remise des plans définitifs visant l'élimination des AOX : 31 décembre 1998.
- Toutes les usines ontariennes de papier kraft produisent déjà moins de 2,5 kilogrammes/tonne d'AOX, la limite fixée par les arrêtés d'intervention en vigueur.

Le gouvernement est arrivé au projet de règlement après un processus de consultation entrepris en 1986 dans le cadre de la Stratégie municipale et industrielle de dépollution (SMID). Le public et les

parties intéressées auront le loisir d'étudier la réglementation proposée pendant une période de consultation de 60 jours.

On peut se procurer des exemplaires du document intitulé Draft Effluent Limits Regulations for the Pulp and Paper Sector (PIBS 2100), des documents techniques connexes, des feuillets d'information et des rapports (voir liste ci-jointe) en s'adressant au Centre d'information du ministère de l'Environnement, au (416) 323-4321.

* AOX : composés halogénés adsorbables, qui servent à mesurer la charge totale des organochlorés, une famille de composés organiques liés par des atomes de chlore.

Renseignements :

Christian Bode,
(416) 323-4613, Services des relations publiques et des communications

** English version available.

Documentation :

➤ Draft Development Document For the Pulp and Paper Sector Effluent Limit

Regulation, 250 pages.

Outre la description du processus d'établissement des limites pour les effluents de l'industrie des pâtes et papiers, le rapport renferme la réglementation proposée et les données techniques qui lui ont servi de fondement.

➤ Protocol for Conducting A Storm Water Control Study, 10 pages.

Le protocole décrit les mesures que doivent prendre les entreprises productrices d'effluents pour empêcher la pollution des eaux de ruissellement. Il énonce aussi les critères établis pour l'analyse des eaux de ruissellement.

➤ Protocol for Sampling and Analysis of Industrial/Municipal Wastewater, 150 pages.

Marche à suivre pour prélever des échantillons d'effluents et en faire l'analyse dans le cadre de la Stratégie municipale et industrielle de dépollution (SMID).

Renseignements généraux :

➤ Clean Waters for Ontario: Municipal/Industrial Strategy for Abatement Overview (PIBS 2100), 4 pages.

➤ Réglementation des effluents du secteur des pâtes et papiers, 8 pages.



PROGRAMMES D'ACTION ÉCOLOGIQUE À LA PORTÉE DE TOUS

Le Bureau de gestion de la réduction des déchets et la Direction de la gestion des déchets du Ministère ont mis sur pied divers programmes d'application des 3 « R » à l'intention des municipalités, des industries, des entreprises privées et des établissements scolaires en Ontario, notamment : le Programme de la boîte bleue, le Programme de réduction et de réutilisation des ordures ménagères (compostage y compris), le Programme de récupération des ordures ménagères, le Programme de réacheminement des déchets industriels, le programme Soyons Tous Agents de Recyclage (STAR), le Programme de collecte des déchets domestiques dangereux et le programme de recyclage des vieux pneus.

Subventions accordées aux régions de Waterloo et de Guelph

LE 11 DÉCEMBRE 1992

Le Conseil de l'éducation de Waterloo a reçu 322 200 \$ pour son programme STAR (Soyons Tous Agents de Recyclage). Il s'agit d'une tranche des 358 000 \$ accordés par le Ministère pour payer les coûts d'immobilisations et une part du salaire du coordonnateur. Le programme permettra de ramasser les déchets de 130 écoles de cycle primaire et secondaire. Le Ministère veut instituer le programme STAR dans 5 000 établissements scolaires en Ontario. Plus de 50 conseils scolaires participent déjà au programme et plus de 3 300 écoles ont reçu l'autorisation d'établir des programmes de recyclage.

La région a reçu une subvention du Ministère de 1,1 million de dollars en 1991-1992 pour un centre de recyclage et un programme de la boîte bleue à Cambridge. De même, une subvention de 799 400 \$ a été accordée à la municipalité régionale de Waterloo pour l'achat de boîtes à compostage.

De plus, le programme Guelph 2000 a été lancé par les ministères de

l'Environnement et de l'Énergie et des Richesses naturelles. Il s'agit d'un programme communautaire visant à encourager l'économie d'énergie et d'eau ainsi que la réduction des déchets. Au moins 12 organismes et groupes communautaires participent à la planification et à la mise en place du programme.

Le programme comprend des visites à domicile, la création d'un comité d'action dans le voisinage et la mise en place d'un bulletin électronique. Des conseillers en environnement feront des visites à domicile pour recommander des mesures afin de réduire la production de déchets et la consommation d'énergie et d'eau.

Autres programmes dans la région de Guelph qui recevront une aide financière : 105 540 \$ à la ville de Guelph pour l'achat de boîtes à compostage et 597 750 \$ pour son programme de la boîte bleue; 100 000 \$ à la société Tallon Metal dans le cadre du Programme de mise au point de technologies de dépollution; 83 150 \$ à la compagnie Guelph Utility Pole dans le cadre du Programme de réacheminement des déchets industriels.

18 millions pour le secteur riverain de Mississauga

LE 24 NOVEMBRE 1992

Des municipalités ont célébré l'acquisition d'un terrain de 15,7 hectares, situé à Mississauga, pour le compte de l'Office de protection de la nature de la communauté urbaine de Toronto et de la région. Le terrain est d'une grande importance pour la continuité du couloir de verdure qui longe la rive du

lac Ontario. Le nouveau propriétaire du terrain garantit l'accès de cet espace vert aux résidents de la communauté urbaine de Toronto, a déclaré le président du conseil municipal de la ville, M. Alan Tonks.

Les 18 millions de dollars nécessaires pour l'acquisition du terrain ont été fournis par le gouvernement de l'Ontario (9 millions), la communauté urbaine de Toronto (4,5 millions) et la municipalité régionale de Peel (4,5 millions).

Le président du conseil de la municipalité régionale de Peel, M. Emil Kolb, a déclaré que le terrain fera le bonheur des résidents de la région de Peel et de la communauté urbaine de Toronto. Le terrain appartenait auparavant à la Société canadienne des postes.

La Commission royale sur l'avenir du secteur riverain de Toronto et la nouvelle Fiducie de régénération du secteur riverain ont eu un important rôle à jouer dans la conclusion de l'entente. Le président de l'Office de protection de la nature, M. Bill Granger, a indiqué que : « Grâce à ce nouveau terrain, nous pourrions relier le parc Marie Curtis et la promenade Lakefront, en direction ouest ».

Nous créons un espace vert qui jouera un rôle de première importance dans la vie de notre collectivité, a déclaré la mairesse de Mississauga, M^{me} Hazel McCallion.

Le gouvernement a, pour sa part, cédé à la ville de Mississauga un terrain appartenant à la province. La municipalité a remis, à son tour, un chèque de 9 millions de dollars à l'Office de protection de la nature, pour le compte de la province.

Le couloir de verdure fera partie du sentier riverain, qui relie la baie Burlington à la rivière Trent. La création du sentier a été annoncée en avril 1991.

Subventions pour réduire la quantité de déchets à enfouir

LE 18 NOVEMBRE 1992

Des subventions totalisant 1 509 191 \$ ont été octroyées à 11 municipalités et organismes de l'agglomération torontoise pour financer des activités de réduction, de réutilisation et de recyclage des déchets dans le cadre du Plan d'action ontarien en matière de réduction des déchets.

La municipalité régionale de Durham utilisera 22 500 \$ d'une subvention totale de 192 941 \$ pour encourager l'échange de vieux vêtements et d'articles ménagers en collaboration avec Goodwill Industries. Les résidents pourront apporter leurs vieux vêtements à l'une des trois remorques fournies pour l'occasion. Les articles récupérés seront recyclés avant d'être mis en vente dans les magasins Goodwill de Toronto et des autres régions de la province.

La ville d'Aurora recevra une subvention de 189 200 \$ pour peaufiner son programme de recyclage.

Une subvention de 66 020 \$ permettra à la municipalité de la communauté urbaine de Toronto de poursuivre son très populaire programme de sensibilisation au compostage à domicile.

Enfin, la municipalité régionale de Peel utilisera 32 750 \$ d'une subvention totale de 679 271 \$ pour étudier les possibilités de commercialisation des matières plastiques récupérées grâce au programme de la boîte bleue.

Subventions de plus d'un million de dollars

LE 14 DÉCEMBRE 1992

Dix municipalités ontariennes ont reçu 1 052 914 \$ en subventions dans le cadre du Plan d'action ontarien en matière de réduction des déchets. Les fonds ont été accordés par l'entremise de plusieurs programmes régionaux d'application des 3 « R ».

La corporation du recyclage de Kingston recevra une subvention de 698 800 \$ pour son programme de la boîte bleue, qui connaît déjà un succès retentissant. Les fonds proviennent du Programme d'aide au recyclage des ordures ménagères. Trois autres municipalités, soit le comté de Prince Edward, le canton de Cambridge et le canton de Bastard et Burgess-Sud, ont reçu des subventions totalisant 201 476 \$ dans le cadre du même Programme.

Une subvention de 12 000 \$ a été octroyée à la Section catholique des écoles séparées de langue française d'Ottawa dans le cadre du Programme STAR (Soyons Tous Agents de Recyclage). La ville de Guelph et deux localités du nord ontarien ont reçu des subventions totalisant 118 950 \$ pour promouvoir le compostage à domicile.

Les villes de North Bay et de Smiths Falls se partageront une subvention de 21 688 \$, octroyée dans le cadre du Programme de réduction, de réutilisation et de recyclage des ordures ménagères.

Innovation en matière de dépollution des sols

LE 22 DÉCEMBRE 1992

Une nouvelle technique de dépollution sera mise à l'épreuve lors de la décontamination de quatre échantillons de trente-cinq tonnes de sol provenant des anciens terrains d'Ataratiri, dont la ville de Toronto a fait l'acquisition. Les travaux seront entrepris à l'usine-pilote de la société Tallon du centre de recherche Lakefield Research, au nord de Peterborough, maître d'œuvre du projet.

M. Bruce Holbein, président de Tallon Metal Technologies Inc., de Guelph, a accepté un chèque de 61 358 \$ qui servira à prouver l'efficacité de la nouvelle technique de décontamination des sols mise au point par Tallon. Le chèque représente

la première tranche d'une subvention provinciale qui totalisera 914 000 \$. La facture des travaux de décontamination est portée à 2,44 millions.

Les subsides proviennent du Programme ontarien de mise au point de technologies de dépollution et d'un programme provincial-fédéral de dépollution de terrains contaminés.

De l'argent bien placé

D'après une étude rendue publique en juillet 1992, l'industrie ontarienne de la protection environnementale (PE) contribue beaucoup à l'économie de la province. Elle emploie en effet

autant de personnes que l'industrie des pièces automobiles, par exemple, ou celle de l'assemblage d'automobiles, de la fabrication de machines-outils, des produits chimiques, du fer ou des pâtes et papier.

Les quelque 2 000 entreprises de l'industrie de la PE ont produit un chiffre d'affaires annuel de 2,5 milliards de dollars en 1990. Ce chiffre serait promis à une hausse annuelle de 14 p. 100 au cours des cinq prochaines années.

Subventions pour un programme de la boîte bleue

LE 12 NOVEMBRE 1992

La région de Sudbury a reçu une subvention de 344 182 \$ pour son programme de la boîte bleue, afin d'y inclure le papier d'emballage et les contenants en aluminium, le carton et le papier fin. Les gens de la région ont permis de recycler près de 5 000 tonnes de matériaux au cours de la première année du programme.

Le Ministère a investi un total de 2,6 millions pour des programmes d'application des 3 « R » dans la région de Sudbury. De cette somme, 320 000 \$ ont servi à l'achat de 7 200 boîtes à compostage.

De plus, le Ministère a accordé 25 000 \$ pour une étude sur le compostage central dans la région. Le Ministère envisage sérieusement l'installation d'un centre pilote de compostage. Le défrichement des terres dans la région représente un marché quasi illimité pour le compostage.

271 771 \$ pour l'épuration* d'un ruisseau LE 3 DÉCEMBRE 1992

La ville de Windsor a reçu un versement de 271 771 \$ dans le cadre du Programme de subvention directe pour des ouvrages d'eau et d'égout, dont le budget est de 104,8 millions de dollars. La subvention permettra l'aménagement d'égouts séparatifs sur les chemins Towangeau et Byng et sur la rue Cadillac.

Le député de Windsor-Walkerville, M. Wayne Lessard, a déclaré que la subvention permettra à la collectivité de corriger le problème de pollution du ruisseau Turkey et d'améliorer la qualité de l'eau dans la rivière Détroit et les Grands Lacs.

Les égouts séparatifs remplaceront les fosses septiques défectueuses qui polluent le ruisseau Turkey, lequel prend sa source dans le centre-ville pour se jeter dans la rivière Détroit, à l'ouest de Windsor.

Il s'agit du deuxième versement d'une subvention de 3 millions de dollars accordée à la ville de Windsor par le ministère de l'Environnement au cours de l'exercice 1992-1993. Ces fonds sont accordés dans le cadre du Programme de subvention directe. Grâce à ce programme, les municipalités qui comptent plus de 5 000 habitants peuvent demander au gouvernement provincial d'assumer la moitié des coûts engagés pour installer des égouts séparatifs dans les secteurs urbains desservis par des fosses septiques défectueuses.

Le premier versement de 49 725 \$ à la ville de Windsor a servi à la construction d'un égout collecteur le long de la rue Morand.

La région du bassin versant du ruisseau Turkey compte environ 4 000 foyers, dont certains dépendent toujours de fosses septiques. Le secteur est réputé pour ses sols argileux et sa nappe d'eau souterraine particulièrement élevée qui nuisent au bon fonctionnement des fosses.

Subventions pour le plan de réduction des déchets

LE 18 NOVEMBRE 1992

Plus de 7,9 millions de dollars ont été accordés à 86 municipalités et organismes de l'Ontario en vue de réduire la production de déchets. Les nouveaux octrois portent à 27 millions le total des subventions affectées en 1992 dans le cadre de programmes municipaux d'application des 3 « R ».

Dix municipalités et organismes, dont le conseil scolaire du comté de Waterloo, recevront chacun une subvention de 250 000 \$ pour se mettre au recyclage. Le comité de gestion des déchets d'Essex-Windsor a reçu une subvention de 1 646 733 \$ pour financer un programme de la boîte bleue ainsi que des projets de compostage et de ramassage de feuilles.

La ville de Napanee a reçu une subvention de 22 500 \$ pour mettre au point un procédé de bioconversion du fumier et des déchets urbains.

Trois conseils scolaires se partageront plus de 450 000 \$, octroyés dans le cadre du programme STAR (Soyons Tous Agents de Recyclage). De cette somme, 27 020 \$ sont destinés au conseil des écoles séparées catholiques de Hamilton-Wentworth pour l'achat de composteurs et de nécessaires à vermicompostage.

Un octroi de 254 579 \$ aidera l'association du recyclage du nord-ouest ontarien, établie à Dryden, à accélérer la mise en œuvre de programmes de réduction des déchets dans le nord de l'Ontario, notamment par l'extension du programme de la boîte bleue et par une étude de faisabilité.

Note de la rédaction Le 3 février 1993, les ministères de l'Environnement et de l'Énergie ont été fusionnés. Toutefois, les articles du présent numéro ont été rédigés avant la fusion. Il est certain que le nouveau Ministère continuera d'offrir les publications figurant sur la liste. Veuillez noter que le prochain numéro d'Enviroflash inclura des articles des anciens ministères de l'Environnement et de l'Énergie ainsi que du nouveau Ministère.

LE POINT SUR 21 ANNÉES D'ÉTUDE DE LA QUALITÉ DE L'AIR

LE 29 DÉCEMBRE 1992

D'après le rapport de 1991 sur la qualité de l'air, trois polluants (ozone troposphérique, particules en suspension, composés sulfurés) ont été observés à des concentrations souvent supérieures aux normes de qualité de l'air de l'Ontario. De ces trois polluants, l'ozone troposphérique provient en grande partie de sources américaines. Sur une note plus positive, le rapport cite une amélioration progressive de la qualité de l'air au cours des 21 dernières années.

Surveillance assidue

Les stations de surveillance fonctionnent sans interruption, chaque jour de l'année. En 1991, les normes de qualité de l'air ont été enfreintes pendant un épisode d'au moins une heure à 44 des 48 postes de surveillance de l'ozone de même qu'à 24 des 32 postes de surveillance des composés sulfurés. Quant à la concentration totale de particules en suspension, la teneur moyenne par épisode de 24 heures a dépassé le

seuil admissible au moins une fois à 76 des 125 stations de surveillance. En ce qui concerne les particules en suspension (plus fines que les particules en suspension totales et donc plus dommageables pour la santé), le seuil admissible a été dépassé au moins une fois à 21 des 44 stations. La durée d'exposition et la teneur d'un polluant dans l'air sont deux facteurs qui déterminent l'effet de la pollution atmosphérique sur la santé.

Seize des 70 stations de surveillance du soufre ont enregistré au moins un épisode de 24 heures lors duquel la teneur dans l'air du dioxyde de soufre a dépassé le seuil admissible. Douze des 16 stations se trouvent à Sudbury. Des concentrations supérieures aux limites admissibles ont aussi été mesurées à cinq stations de la région de Toronto, chacune à proximité d'une usine de traitement du plomb. La concentration journalière moyenne admise pour le nickel a été dépassée une fois à Port Colborne.

La concentration moyenne de plomb dans l'air a chuté de 99 p. 100 au cours des 20 dernières années. Celle du dioxyde de soufre a baissé de 75 p. 100 et celle des particules en suspension totales de 49 p. 100. Par contre, la pollution par l'ozone est toujours aussi inquiétante. L'ozone au sol est le produit d'une réaction photochimique dans l'atmosphère en aval des sources de pollution, tels les

voitures, les centrales électriques; les raffineries de pétrole et les incinérateurs.

Nocivité de l'ozone au sol

L'ozone qui se forme naturellement dans la stratosphère protège la terre de l'action nocive des rayons ultraviolets émis par le soleil. C'est lorsqu'il s'accumule dans la basse atmosphère qu'il menace la santé et l'environnement en général. Au sol, l'ozone, un élément du smog, peut endommager certaines espèces végétales. Chez l'être humain et les animaux, il peut provoquer une irritation des muqueuses et des poumons.

Le rapport fait aussi le point sur la qualité de l'air dans le nord et dans le sud de l'Ontario ainsi que dans certaines zones de préoccupation. Le réseau de surveillance compte un total de 387 instruments : 262 dispositifs de surveillance continue et 125 échantillonneurs à grand débit.

On peut se procurer des exemplaires du rapport intitulé Air Quality in Ontario - 1991 (PIBS 2251E-01) en s'adressant au Centre d'information du Ministère, situé au 135, avenue St. Clair ouest, Toronto (Ontario) M4V 1P5, (416) 323-4321.

SUBVENTIONS POUR LE PROGRAMME BOULOT ONTARIO ET CRÉATION D'UNE NOUVELLE AGENCE

LE 11 FÉVRIER 1993

Le premier ministre de l'Ontario, M. Bob Rae, a annoncé l'octroi de 258 millions de dollars en subventions pour la modernisation et la construction d'ouvrages d'eau et d'égout dans la province.

De concert avec les municipalités et le secteur privé, le gouvernement investira plus de 400 millions de dollars au cours des quatre prochaines années, créant environ 8 000 emplois. Environ 6 millions seront consacrés à des projets d'infrastructure au cours des dix prochaines années, projets qui créeront plus de 10 000 emplois. Au cours de l'exercice 1993-1994, 90 millions serviront à financer 120 projets de construction dans 90 municipalités et donneront de l'emploi à environ 2 800 personnes.

La participation du secteur privé sera un atout considérable dans la réalisation de tels projets. Ainsi, un projet de 12,5 millions destiné à augmenter la capacité de l'usine d'épuration des eaux usées d'Ingleside fera l'objet d'un financement conjoint

où la province versera 6,1 millions, le canton d'Osnabruk, 1,4 million et la société Kraft Foods, 5 millions.

Plus tôt cette semaine, le premier ministre de l'Ontario a annoncé la création de l'Agence ontarienne des eaux, une des trois nouvelles sociétés de la Couronne. L'Agence jouera un rôle de premier plan dans la recherche d'investissements privés pour les projets d'aménagement et de modernisation d'installations d'eau et d'égout aux quatre coins de la province. Elle assurera l'exploitation des installations d'eau et d'égout provinciales et aidera les régions et les municipalités à planifier, financer, aménager, moderniser et exploiter les leurs.

La nouvelle société de la Couronne relèvera du ministre de l'Environnement et de l'Énergie.

DES DIOXINES DANS LES EFFLUENTS DE L'USINE UNIROYAL

LE 29 DÉCEMBRE 1992

Le ministère de l'Environnement a décelé des concentrations inadmissibles de dioxines dans les effluents de l'usine Uniroyal d'Elmira.

Les échantillons prélevés à deux endroits dans une conduite se déversant dans le ruisseau Canagagigue ont révélé des taux de dioxines respectifs de 258 parties par quadrillion (ppq) et de 215 ppq. La teneur en dioxine de l'eau potable ne doit pas dépasser 15 ppq.

Aussitôt après avoir obtenu les résultats de l'analyse, le Ministère a ordonné à l'entreprise de stopper le rejet d'effluents. L'usine a dû cesser ses activités pendant les Fêtes et ne

pourra pas reprendre les opérations qui sont à la source des rejets de dioxines tant qu'elle n'aura pas adopté des mesures antipollution. Uniroyal devra aussi cerner la source de dioxines et l'éliminer de ses procédés.

Le Ministère a aussi alerté sur-le-champ les bureaux de santé des régions de Waterloo, Brant et Haldimand-Norfolk, de même que les conseils d'administration des municipalités qui puisent leur eau dans la rivière Grand.

Les échantillons qui ont révélé la présence de dioxines ont été prélevés dans le cadre de la Stratégie municipale et industrielle de dépollution (SMID).

NOUVELLES DIRECTIVES SUR L'ÉTUDE DE L'UTILISATION DU SOL

LE 9 OCTOBRE 1992

Le Ministère a publié sept lignes directrices qui clarifient les politiques de l'Ontario en matière d'aménagement du territoire.

Les lignes directrices établissent une marche à suivre cohérente à l'intention du Ministère, des municipalités, des consultants et des entrepreneurs. Des questions d'ordre technique y sont traitées, de même que les positions du Ministère sur des questions non abordées dans les politiques des gouvernements précédents. Pour l'ensemble toutefois, les lignes directrices éclaircissent et expliquent les procédures en vigueur.

Consultation

Le Ministère a sondé l'opinion du public lors d'une campagne de consultation qui s'est déroulée en octobre, novembre et décembre 1992. L'association des municipalités de l'Ontario, l'institut d'aménagement urbain, l'institut des planificateurs de l'Ontario, le conseil de conservation de l'Ontario, l'association des ingénieurs-conseils de l'Ontario, l'association internationale des hydrogéologues (section canadienne) et la commission de planification régionale ont été du nombre des répondants.

Le Ministère a aussi tenu des réunions dans les régions pour permettre au plus grand nombre possible de personnes d'exprimer leurs points de vue.

Les lignes directrices

Les sept lignes directrices sont restreintes à la sphère de responsabilité du Ministère.

1. Planification des ouvrages d'eau.

2. Responsabilités au chapitre de l'eau collective, des ouvrages d'épuration des eaux usées et des réseaux d'égouts.

3. Calcul et enregistrement de la capacité non utilisée des usines de traitement de l'eau et d'épuration des eaux usées (ces lignes directrices s'étendent à toutes les usines de traitement et d'épuration de l'Ontario, quel qu'en soit le propriétaire).

4. Distance devant séparer les installations industrielles des terrains destinés à des usages stratégiques.

5. Planification de la réaffectation des sols susceptibles d'être contaminés.

6. Calcul de l'approvisionnement en eau à partir de puits privés en vue d'un lotissement.

7. Calcul de l'impact sur les eaux souterraines de lotissements reliés à des réseaux d'égouts souterrains dans les régions non désignées.

On peut se procurer des exemplaires des lignes directrices (PIBS 2169) en s'adressant au Centre d'information du Ministère, au 135, avenue St. Clair ouest, Toronto (Ontario), M4V 1P5, tél.: (416) 323-4321.



Enviroflash

O • N • T • A • R • I • O

La gazette EnviroFlash Ontario est publiée six fois par année par le ministère de l'Environnement de l'Ontario. Elle renferme des nouvelles de toutes sortes, dont des extraits de communiqués et de discours parus les semaines précédentes.

On peut obtenir des exemplaires (en français ou en anglais) des articles d'EnviroFlash Ontario en s'adressant au Centre d'information du ministère de l'Environnement, ou en composant le 323-4321 (Toronto) ou le 1-800-565-4923 (de l'extérieur de Toronto), ou encore en télécopiant sa demande au (416) 323-4564.

On peut s'abonner sans frais en envoyant par télécopieur ou par la poste la carte d'abonnement ci-dessous. On peut aussi se servir de cette carte pour informer le Ministère d'un changement d'adresse.

Cette publication est imprimée au moyen d'encre d'origine végétale sur du papier entièrement composé des fibres post-consommation non désencrées.

Nous invitons les lecteurs à nous écrire à l'adresse suivante :

EnviroFlash Ontario
Ministère de l'Environnement de l'Ontario
Services des relations publiques et des communications
135, avenue St. Clair ouest, 2^e étage
Toronto (Ontario) M4V 1P5
(416) 323-4340
Rédactrice en chef : Jane Hargraff

Il n'est pas nécessaire d'obtenir la permission du Ministère pour reproduire les articles de cette gazette.

ISSN 1192-4152

PIBS 2212F-01

Also available in English

TÉLÉ-ABONNEMENT

Soyez à la une de l'actualité environnementale!

Abonnez-vous à EnviroFlash des aujourd'hui. Parlez-en à vos amis, à vos collègues et à votre famille.

Télécopiez votre demande d'abonnement au (416) 323-4643!

Désirez-vous recevoir EnviroFlash Ontario en

anglais ☐ ou en français ☐ ?

☐ Nouvelle abonnement ☐ Confirmation

☐ Une erreur s'est glissée dans l'adresse? Veuillez la corriger dans l'espace ci-dessus

Nom: _____

Adresse: _____

À l'attention de Jane Hargraff

DERNIÈRES PUBLICATIONS DU MINISTÈRE

La liste partielle qui suit répertorie les documents publiés dernièrement par le ministère de l'Environnement et de l'Énergie. Pour obtenir un exemplaire de ces documents, prière de s'adresser au Centre d'information du ministère de l'Environnement, 135, avenue St. Clair ouest, Toronto (Ontario), M4V 1P5.

Téléphone : (416) 323-4321 (Toronto et hors de l'Ontario); 1-800-565-4923 (ailleurs en Ontario).

Télécopieur : (416) 323-4564.

Prévoir deux semaines pour la livraison. Le ministère de l'Environnement et de l'Énergie de l'Ontario paiera l'affranchissement des colis pesant moins de 2,5 kg.

Le Centre d'information du Ministère, situé au 135, avenue St. Clair ouest (intersection Avenue Road), est ouvert au public du lundi au vendredi, de 9 h à 16 h 30 (sauf les jours fériés).

Les textes de loi touchant à l'environnement sont vendus par :

Publications Ontario, Secrétariat du Conseil de gestion,

880, rue Bay, 5^e étage, Toronto (Ontario), M7A 1N8.

Téléphone : (416) 326-5300 (Toronto et hors de l'Ontario);

1-800-668-9938 (ailleurs en Ontario).

| | | | |
|----------|----|---|---------------|
| 2182 B | GP | Pollution Prevention Pledge Program: Abstract* | Nov. 05, 1992 |
| 1866 E05 | GP | Environment Highlights Volume 1 No. 5* | Nov. 12, 1992 |
| 2115 E | IS | Grasscycling* | Nov. 02, 1992 |
| 2189 E | IS | Personal Waste Reduction Plan Diary* | Nov. 12, 1992 |
| 2213 B | IS | Teaching About Garbage* | Nov. 21, 1992 |
| 2184 E | IS | Deloro Mine Site Rehabilitation (from Kingston Office)* | Nov. 25, 1992 |
| 1723 B | IS | Household Hazardous Waste Collection Program/Programme de Collecte Des Déchets Domestiques Dangereux* | Dec. 07, 1992 |

| | | | |
|--------|----|--|---------------|
| 2122 E | SR | Report on the 1991 Cottage Pollution Control Program Muskoka-Haliburton | Nov. 02, 1992 |
| 2068 E | SR | Blue Box Plus - Quinte Regional Recycling Demonstration Program - Final Report (December 1991) | Nov. 12, 1992 |
| 2178 E | SR | Induced Levels of Hepatic Mixed Function Oxidases in White Suckers | Nov. 13, 1992 |
| 2193 E | SR | Annual Statistics of Concentration and Deposition Cumulative Precipitation Monitoring Network 1989 ARB114-92 | Nov. 25, 1992 |
| 2206 E | SR | Biomedical Waste Management Strategy - Public Consultation Summary | Nov. 25, 1992 |

| | | | |
|--------|----|--|---------------|
| 2194 E | SR | Annual Statistics of Concentration Cumulative Ambient Air Monitoring Network 1989 ARB115-92 | Nov. 25, 1992 |
| 2191 E | SR | Ambient Air Sampling for PCDD/PCDF Near Two Pulp Mills in Northern Ontario ARB112-92 | Nov. 25, 1992 |
| 2195 E | SR | Annual Statistics of Concentration and Deposition: Daily Precipitation and Air Monitoring Network 1989 ARB116-92 | Nov. 25, 1992 |
| 2192 E | SR | Volatile Organic Compounds Monitoring Network Ambient Air Concentration Data Listing 1991 ARB113-92 | Nov. 25, 1992 |

| | | | |
|----------|----|---|---------------|
| 2242 E | SR | Environmental Research Priorities 1993 | Nov. 30, 1992 |
| 2201 E | SR | Misuse of the Null Hypothesis in Data Reporting and Interpretation | Dec. 01, 1992 |
| 2202 E | SR | Measuring the Trophic Status of Lake Sampling Protocols | Dec. 01, 1992 |
| 2237 E | SR | Meeting the Challenge: Reduction Reuse Recycling Activities in the GTA | Dec. 03, 1992 |
| 2240 E | SR | Best Available Technology (BAT) for Effluent Treatment in the Metal Casting Sector | Dec. 15, 1992 |
| 2226 E | SR | Phytotoxicology Vegetation Assessment Surveys Tonolli of Canada Ltd. Mississauga 1986-1991 ARB039-Phyto | Dec. 16, 1992 |
| 2121 E | SR | Assessment Factors Affecting the Performance of Ontario Sewage Treatment Facilities | Dec. 16, 1992 |
| 2256 E | SR | Your Guide to the Environmental Appeal Board | Dec. 18, 1992 |
| 2241 E | SR | Determination of Chlorinated Dibenzo-P-Dioxins and Chlorinated Dibenzofurans in Ambient Air | Dec. 23, 1992 |
| 2251 E02 | SR | Air Quality in Ontario 1991 - Appendix | Dec. 29, 1992 |
| 2251 E01 | SR | Air Quality in Ontario 1991 | Dec. 29, 1992 |

Légende : « 1722F » (numéro du Public Information Bank System, PIBS) ; DIS : discours ; C : communiqué ; DÉC : déclaration ; GÉN : publication d'intérêt général ; DT : document de travail ; FI : feuillet d'information ; PD : politiques et directives ; RS : rapport scientifique ; « 1^{er} mars 1992 » date de publication. *existe aussi en français.

Ministère de l'Environnement et de l'Énergie
135, avenue St. Clair ouest
Bureau 100
Toronto (Ontario)
M4V 1P5

